

**hebdomadaire**

n° 3027 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## SURVEILLANTS, DÉTENUS: LE TRAVAIL EN PRISON

*La prison n'est pas qu'un lieu de détention. Elle est aussi un espace de travail pour 25 000 surveillants et 18 000 détenus, dans lequel cohabitent surpopulation et sous-effectifs (lire pages 5 et 13 à 15).*

### AGIR événements

**Ikea: les révélations se succèdent** et mettent en lumière un système d'espionnage quasi généralisé.

Lire page 3

**Une aide financière exceptionnelle pour les jeunes actifs de moins de 26 ans** est en place depuis le 10 avril.

Lire page 5

**Les banques ont, une fois de plus, engrangé des milliards de bénéfices en 2011.** Dont elles n'envisagent pas de faire bénéficier leurs salariés.

Lire page 6

**Après vingt-cinq ans de CDD et deux années de bataille syndicale, les cantinières de Calais ont obtenu leur titularisation.**

Lire page 7

### DE RETOUR DU MAROC

Lire l'éditorial page 4

### INTERVIEW pages centrales

**Caroline Fourest, BHL, Philippe Val?**

**Autant de bonimenteurs pour le chercheur Pascal Boniface. Il débusque les intellectuels faussaires qui s'épanouissent sur les plateaux de télévision.**

### RESPIRER culture

**Les ravages du libéralisme entraînent, depuis 2008, un regain d'intérêt pour Keynes, l'économiste britannique de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.**

Lire page 11

### MONTRER enquête

**En France, près de 18 000 détenus travaillent en prison, que ce soit pour l'administration pénitentiaire ou pour des entreprises privées à la recherche du moindre coût.**

Lire pages 13 à 15



Photo: CGLPL/DR



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

# DE RETOUR DU MAROC

Répondant à l'invitation de nos camarades marocains de l'UMT, j'ai mené une délégation Force Ouvrière pendant trois jours à Casablanca et Tanger. Ce fut l'occasion d'approfondir nos relations de fraternité et de solidarité avec cette confédération historique du Maroc.

Nombre de dossiers ont fait l'objet d'échanges croisés: les retraites et les systèmes de protection sociale collective, le droit de grève, la représentativité syndicale, les investissements français au Maroc, la situation syndicale internationale, le renforcement de la coopération UMT – FO en ont fait partie.

Sur le dossier retraites, où une «réforme» est annoncée au Maroc, il faut notamment souligner que le gouvernement marocain utilise les mêmes arguments que ceux qu'utilise le gouvernement français, il n'y aurait ainsi que trois paramètres envisageables: travailler plus longtemps, augmenter les cotisations ou baisser les prestations. Il faut par ailleurs souligner que pendant très longtemps l'État marocain ne payait pas pour les fonctionnaires la part patronale des cotisations\*, ce qui place la caisse dans une situation financière critique.

Dans le privé, trop d'entreprises ne déclarent pas leurs salariés, ce qui ne leur procurera aucun

droit à la retraite. Sur cette question des retraites les échanges entre nos deux organisations se poursuivront.

Nous avons également, s'agissant des marins marocains bloqués depuis plusieurs mois dans le port de Sète, du fait des propriétaires marocains des bateaux, agi de concert, ce qui a notamment permis la saisie des trois ferrys concernés.

À Tanger, la délégation Force Ouvrière, rejointe par des camarades FO-Renault, a visité la nouvelle usine Renault qui vient de s'ouvrir pour fournir des véhicules Dacia, dits *low cost*.

La majorité des véhicules produits sera exportée vers différents pays dont la France, ce qui constitue une forme de délocalisation. Nos camarades de Renault s'inquiètent, à juste titre, des conséquences à terme sur l'emploi en France et exigent sur les sites pouvant être concernés des garanties sur la construction de nouveaux modèles.

Ultramoderne, l'usine de Tanger compte actuellement 2 400 salariés et devra à terme en compter 6 000. Sous-traitants compris, cela représentera 30 000 salariés.

Nous avons fortement plaidé, en ce qui nous concerne, pour une implantation syndicale rapide et des élections devraient être organisées prochainement.

La meilleure défense des travailleurs ce sont leurs actions collectives dans le syndicat pour leurs salaires, leurs conditions de travail et de formation, leurs protections sociales.



Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, et Miloud Moukharik, Secrétaire général de l'Union Marocaine du Travail.

L'actuel boom économique du Maroc doit s'accompagner d'une élévation de la condition sociale des salariés marocains, c'est ce pour quoi militent nos camarades de l'UMT. La solidarité internationale, elle non plus, ne doit pas être un calicot mais une réalité.

Le 1<sup>er</sup> Mai prochain, jour de revendication et de solidarité internationale, je répondrai à l'invitation de nos camarades tunisiens de l'UGTT pour participer à leur meeting et leur manifestation.

\* Contrairement à la France où la pension est obligatoirement budgétée.

## S O M M A I R E

### AGIR

#### Page 3

Espionnage: Ikea, la boîte à démonter les syndicats.  
Trois questions à... Dominique Nikonoff, délégué central FO chez Ikea.

#### Page 4

De retour du Maroc, par Jean-Claude Mailly.

#### Page 5

Pénitenciers: Les surveillants de prison poursuivent le blocage des sites.  
Jeunes: L'aide financière exceptionnelle pour les jeunes actifs arrive.

#### Page 6

Profits: Le jeûne indécrot des salaires dans les banques.  
Transports: Reprise partielle du Sernam par Geodis.

#### Page 7

Congrès UD: Un nouveau Secrétaire général FO dans le Tarn.  
Fonction publique: Les cantinières de Calais titularisées cet été.

#### Page 10

Le chiffre de la semaine.  
Les chiffres utiles.  
Les allocations chômage.

### SAVOIR

### RESPIRER

#### Page 11

D'une crise à l'autre:  
Le retour du keynésianisme.  
Parution > La rédaction vous signale.  
Voix de presse:  
Le Portugal sous les fourches d'or.

#### Page 12

Une sélection de livres.  
Théâtre: *Éloge de l'oisiveté*: un spectacle qui travaille la question.

### MONTRER

#### Pages 13 à 15

Travailler en prison.

### INTERVIEW

#### Pages 8 et 9

Pascal Boniface:  
Les intellectuels faussaires mettent en danger la démocratie.

#### Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:  
Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),  
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schisselé (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Service photos: G. Ducrot (8467)  
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2<sup>e</sup> trim. 2012  
Commission paritaire: 0911S05818



Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

### LE SMIC

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**9,22 euros l'heure**,  
soit **1 398,37 brut**  
**par mois**  
pour 151,67 heures.

### FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement  
dans la fonction publique  
depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**1 398,35 euros brut.**

Plafond mensuel  
de la Sécurité sociale  
du 1<sup>er</sup> janvier  
au 31 décembre 2012:  
**3 031 euros.**

### ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux  
personnes âgées (ASPA)  
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1<sup>er</sup> avril 2012:

**9 325,98 euros** par an  
pour une personne seule  
**(777,16 euros par mois)**  
**14 479,10 euros** par an  
pour un couple.

Minimum contributif majoré:  
**8 142,01 euros** par an  
pour une personne seule  
(soit **678,50 euros** par mois).

### RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO

Valeurs des points et salaires de  
référence au 1<sup>er</sup> avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**  
ARRCO à **1,2414 euros**

### Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin  
omnipraticien:

**23,00 euros.**

Au cabinet du médecin  
spécialiste:

**25,00 euros.**

## LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

100

La taxe d'habitation au montant unique de 100 euros, due par chaque Irlandais, qu'il soit pauvre ou milliardaire, a été largement boycottée. À la date butoir du 31 mars, un foyer fiscal sur deux ne l'avait pas réglée, notamment à l'appel du mouvement CAHWT (Campaign Against Household and Water Taxes) et malgré la menace de fortes pénalités de retard. Rappelant la très impopulaire Poll Tax britannique instaurée par Margaret Thatcher, qui avait fini par entraîner sa chute en 1990, cette Household Tax s'inscrit dans les mesures imposées à l'Irlande par le FMI et l'Union européenne en 2010 en contrepartie d'un plan d'aide de 85 milliards d'euros. Le 5 avril dernier, la banque centrale irlandaise a soudain estimé que de nouvelles mesures d'austérité n'étaient pas nécessaires dans le pays. Cette annonce n'est peut-être pas non plus étrangère au fait que le 31 mai prochain, les Irlandais devront se prononcer par référendum sur le nouveau traité budgétaire européen.

### COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

CRDS<sup>(1)</sup>: 0,5% depuis le 1<sup>er</sup> février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

#### SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

#### ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC  
Tranches A et B 2,40%

APEC<sup>(2)</sup> 0,024%

#### RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)  
Non-cadres tranches A et B  
et cadres tranche A: 3%  
● AGIRC  
Cadres tranches B et C: 7,70%  
● Cotisation AGFF  
Tranche A<sup>(3)</sup> 0,80%  
Tranche B<sup>(4)</sup> 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.  
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.  
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

### ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €  
3 enfants: 289,82 €  
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge  
des allocations:  
35,74 € de 11 à 16 ans  
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après  
le 30 avril 1997, vous ne  
recevrez pas ces deux ma-  
jorations; vous recevrez  
une majoration de 62,90 €  
à partir du mois suivant  
leur 14<sup>e</sup> anniversaire.

### CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à  
27,66 euros par jour au  
minimum, mais ne peut  
dépasser 75% du salaire  
journalier de référence  
(salaire des douze mois  
qui ont précédé la rupture  
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails  
dans le tableau «Allocations  
chômage» ci-dessous.

### INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

MARS 2012 DU 31/03/2011 AU 31/03/2012 DU 01/01/2012 AU 31/03/2012  
+0,8% +2,3% +0,88%

#### INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

1<sup>er</sup> trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,37 – évolution sur un an: + 2,24%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

## LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

### LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.  
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemni-

sation. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

#### Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.

# 1er MAI 2012

Journée internationale de revendications et de solidarité

## Contre l'austérité !

**SALAIRES,  
EMPLOIS**



**SÉCURITÉ  
SOCIALE**



**SERVICE  
PUBLIC**



**RETRAITES**



**La liberté et l'indépendance c'est :**

# FO

[www.force-ouvriers.fr](http://www.force-ouvriers.fr)